

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE

DU CONSEIL MUNICIPAL DU 31 MARS 2005

Etaient présents : M. MAMERE, MM. MERCIER, JOANDET, Mme BUISSON, MM. PINAUD, SURLEVE-BAZEILLE, DUBOST, PEREZ, Mme TSITSICHVILI, MM. DRESS, DANE, FONSECA, GOURGUES, LABARTHE, Mme POUGNET-FORET, M. RAYNAUD, Mmes JEAN, FEDOU, OULD AMEZIANE, M. LACOSTE, Mme HGOBURU, MM. RABEAU, PARIS, Mmes TEXIER, ALCORTA, MM. DENOYELLE, MULLIEZ, BRU.

S'étaient fait excuser et avaient donné délégation :

Mme LUCBERNET-GARCIA à M. MERCIER
Mme BARRIERE à M. JOANDET
M. DRESS à M. LACOSTE (à partir de la délibération N° 7)
M. GOURGUES à M. LABARTHE (à partir de la délibération N° 2)
Mme ALLIN à M. PINAUD
M. BEZIADE à Mme POUGNET-FORET
Mme VIGANO à M. PEREZ
Melle CERON à Mme BUISSON
Mme RIVES à M. DUBOST

Absents : /

Secrétaire de la séance : Mme POUGNET-FORET

MOTION DE SOUTIEN À FLORENCE AUBENAS, HUSSEIN HANOUN ET INGRID BETANCOURT

Considérant que la journaliste Florence AUBENAS et son guide Hussein HANOUN sont retenus en otage depuis 85 jours,

Qu'Ingrid BETANCOURT commence son 1132^{ème} jour de détention,

Considérant que rien ne saurait justifier une prise en otage,

Pas plus qu'une quelconque entrave à la liberté de l'information,

Qu'à travers eux, nous souhaitons nous associer à la mobilisation nationale et plus largement créer un élan de solidarité avec tous les citoyens du monde, victimes d'enlèvement,

Il est demandé au Conseil :

D'apporter son soutien à l'élan de solidarité nationale et le faire savoir à ses concitoyens en y consacrant une information dans la Lettre de Bègles,

De décider la mise en place d'une affiche ou d'un calicot arborant les portraits de Florence Aubenas, Hussein Hanoun et d'Ingrid Bétancourt sur la façade de la Mairie ou dans tout autre lieu municipal ouvert au public,

De mettre en place dans le hall de la Mairie la pétition rédigée par Yolenda Pulecio, mère d'Ingrid Bétancourt demandant sa libération et celle de tous les otages en Colombie.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR
MOTION

Après avoir déjà rejeté la demande du groupe des députés communistes et républicains d'interdire ces pratiques inhumaines, la majorité UMP-UDF a rejeté avant hier leur demande de créer une mission d'information sur la précarité et la misère de notre pays. Pourtant une partie du constat est accablante. La France compte désormais 1.300.000 allocataires du RMI (+ 9 % en un an), le pouvoir d'achat des français diminue et le taux de chômage dépasse les 10 % de la population active.

Chaque année, 215.000 coupures d'électricité et 17.000 coupures d'eau privent des milliers de familles et leurs enfants du droit à vivre dignement. Les expulsions locatives sont passées de 4.359 à 7.534 de 1998 à 2002. Ces familles sont donc punies pour être coupables de chômage, de maladie, de bas salaires, de précarité, de monoparentalité...

Les béglaïs ne sont malheureusement pas épargnés par ces atteintes aux droits fondamentaux, le droit au travail, à la santé, à un salaire décent, le droit de ne pas vivre en CDD permanent. Ils ne sont pas épargnés non plus par les conséquences de la dégradation de leur situation économique et sociale, et si les services sociaux municipaux ou départementaux font ce qu'ils peuvent pour les familles ou personnes connues ou qui se font connaître de leurs services, combien de foyers subissent l'angoisse de la coupure ou la tragédie de l'expulsion (l'une suit parfois l'autre) dans l'isolement, par méconnaissance de leurs droits et rongés de culpabilité ? C'est vrai notamment pour tous ceux qui sont logés dans le parc privé, individuel ou collectif. L'expulsion, la coupure d'énergie ou d'eau portent atteinte à la santé, à l'éducation, à la sécurité des enfants. Le logement, l'accès à l'eau et à l'électricité sont des droits humains fondamentaux indispensables à la vie.

Depuis plusieurs mois, de nombreux maires se sont mobilisés pour le respect de ces droits fondamentaux. A Bègles, la municipalité a mis en place une commission de secours qui se réunit chaque semaine pour examiner le cas des béglaïs les plus précarisés afin d'éviter les coupures d'eau, de gaz et d'électricité. Cette commission vient en complément du groupement d'intérêt public FOCOPAS qui, depuis 2003, règle les factures d'énergie des familles en grande précarité. Quant aux expulsions, une commission dite « impayés de loyers » a été mise en place par la municipalité pour éviter d'en arriver à ces solutions infamantes.

Nous avons le devoir de nous dresser contre ces pratiques brutales, inhumaines et déshumanisantes. Notre Conseil Municipal s'associe à toutes les communes qui se sont prononcées dans ce sens en votant ce vœu qui a valeur de principe.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR – 2 CONTRE

1. APPROBATION DE LA CONVENTION FINANCIÈRE CONCERNANT L'OPÉRATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN YVES FARGE/QUARTIER NORD-EST

Le Comité National d'Engagement ayant approuvé ce dossier le 4 octobre 2004, le Conseil Municipal adopte la convention liant l'Etat, l'Association Foncière Logement, la Ville de Bègles, la Communauté Urbaine ainsi que la S.A.E.M.C.I.B. pour toute la durée de l'opération.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 30 VOIX POUR – 5 ABSTENTIONS

2. MESURES DE SÉCURITÉ – ZONE DE TRIAGE HOURCADE SUR LA COMMUNE DE BEGLES

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Gironde a attiré notre attention, à plusieurs reprises, sur les risques liés à cette zone de triage et sur le fait qu'il n'existerait aucun plan de prévention en cas de problèmes sérieux. Face à cette situation, il est décidé de demander à M. le Préfet de créer une Commission Locale d'Information et de Surveillance, de mettre en place un Plan de Prévention des Risques ainsi que la création d'une équipe spécialisée d'intervention au sein de la zone de triage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

3. PROJETS DES CONSEILS D'ARRONDISSEMENT NORD-EST ET SUD-EST

Le Conseil approuve les propositions faites par ces deux conseils d'arrondissement pour la réalisation de projets d'intérêt général spécifiquement liés à la vie quotidienne de l'arrondissement. Pour le Conseil Nord-Est, le projet consiste à participer à la célébration du plus vieux comité de quartier de la commune, le Comité du Prêche, en faisant réaliser une œuvre artistique à installer sur la place du Prêche et pour le Conseil Sud-Est, l'aménagement de l'espace vert situé entre les Restos du Cœur et le gymnase Boyer.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR – 1 CONTRE – 1 ABSTENTION

4. AVENANT N° 1 AU MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DES ANCIENS BAINS DOUCHES DE LA PISCINE DE BEGLES

Monsieur le Maire est autorisé à signer cet avenant qui a pour objet de fixer le nouveau coût des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter (2.937.000 Euros H.T.) ainsi que le forfait définitif de rémunération (380.742 Euros H.T.).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

5. DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION DE LA PISCINE ART DÉCO DE BEGLES

Le montant des travaux a été estimé par le Bureau d'Etude ARCOBA à la somme de 2.937.000 Euros H.T.
Le Conseil approuve le montage financier et décide de solliciter l'attribution de subventions pour la réalisation de ces travaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

6. TRAVAUX DE RÉHABILITATION DES ANCIENS BAINS DOUCHES – PISCINE DE BEGLES

La Commission d'Appel d'Offres, réunie les 12 et 20 janvier 2005, a décidé de retenir les offres les plus avantageuses pour chaque lot. Monsieur le Maire est autorisé à signer le marché de travaux avec les entreprises déterminées par la Commission et de lancer en procédure négociée les lots déclarés infructueux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

7. MODIFICATION DE L'ARRÊTÉ MUNICIPAL DU 10 NOVEMBRE 1999 SUR LES DISPOSITIFS PUBLICITAIRES

Aujourd'hui, le développement urbain de la Ville crée de nouveaux besoins en terme de réglementation qu'il n'était pas possible de prévoir lors du premier arrêté. Certaines zones en cours de création, comme le quai Wilson, la Z.A.C. Mairie ou l'O.R.U. incluant le parc Lacoste, les Terres Neuves ne sont actuellement pas protégées contre la publicité. De plus, l'extension de la zone industrielle nécessite de revoir la réglementation. Aussi, le principe de la mise en révision du Règlement Local de la Publicité et la création d'un groupe de travail est adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

8. MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Le Conseil donne son accord pour la création, à compter du 1^{er} avril 2005, de 20 emplois pour des agents bénéficiant d'avancement de grade et de 2 emplois pour des agents bénéficiant d'une promotion interne.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR – 2 NE PARTICIPENT PAS

9. AVANTAGES SOCIAUX ACCORDÉS AU PERSONNEL MUNICIPAL

Les taux des avantages sociaux accordés au personnel municipal pour l'année 2005 sont fixés en les faisant concorder avec ceux octroyés par l'Etat à ses propres agents.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 34 VOIX POUR – 1 NE PARTICIPE PAS

10. CRÉATION DE 4 EMPLOIS SAISONNIERS DE SURVEILLANT DE BAIGNADE

Dans le cadre de la création de l'équipement de proximité appelé Baignade du Lac et en raison notamment de l'obligation de surveillance des activités de baignade, il est décidé de recruter quatre agents de catégorie C en qualité d'Opérateur Territorial des Activités Physiques et Sportives sur des postes saisonniers pour la période du 16 juin au 11 septembre 2005.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 34 VOIX POUR – 1 NE PARTICIPE PAS

11. CRÉATION D'ATELIERS RADIO ET D'UNE RADIO TEMPORAIRE « RADIO MORUE » À L'OCCASION DE LA 10^{ÈME} ÉDITION DE LA FÊTE DE LA MORUE

Pour marquer ce 10^{ème} anniversaire, le projet de créer des ateliers radio et, dans le cadre de ces ateliers, une radio temporaire « RADIO MORUE » est retenu. Pour ce faire, l'acquisition de matériel technique est nécessaire et sera financée par la Réserve Parlementaire à hauteur de 12.000 Euros.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR – 1 ABSTENTION – 1 NE PARTICIPE PAS

12. CONTRAT DE DÉVELOPPEMENT DURABLE – CONTRAT OPÉRATIONNEL DE LA COMMUNE DE BEGLES – ANNÉE 2005

Il est décidé de présenter les projets d'actions au titre du Contrat Opérationnel 2005 portant sur les axes définis dans la convention d'objectifs et de solliciter la participation du Conseil Général sur ces projets pour un montant total de 11.567 Euros.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

13. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À LA MISSION LOCALE - PROJET EUROPÉEN « LÉONARDO »

Ce projet consiste à préparer des jeunes issus de quartiers prioritaires, suivis dans les Missions Locales, avant de partir en Irlande pour y occuper un poste de travail pendant quelques mois. Cette subvention exceptionnelle de 1.000 Euros permettra l'accompagnement d'un jeune béglais qui souhaite entrer dans ce dispositif.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

14. SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE À L'ASSOCIATION PRO.F.I.L.

En raison de l'augmentation de l'activité de PRO.F.I.L., la Présidente a demandé à la Directrice, qui travaillait à 80 % sur cette structure et à 20 % sur la Mission Locale, de consacrer 100 % de son temps à PRO.F.I.L. Aussi, il est décidé de diminuer le montant de la subvention, votée en Conseil Municipal du 16 décembre 2004, à la Mission Locale de 9.086 Euros et de transférer cette somme à l'Association PRO.F.I.L.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 34 VOIX POUR – 1 CONTRE

15. MODIFICATION DE LA TARIFICATION DU CENTRE DE LOISIRS MUNICIPAL SPORT VACANCES

Le Conseil approuve la modification des tarifs d'inscription au centre de loisirs municipal SPORT VACANCES, à compter du 29 août 2005, sans modifier les tranches de quotients correspondantes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR